



Un collectif d'académiciens et de scientifiques critique violemment la gestion de crise par les autorités belges et avance que ses conséquences risquent d'être bien pires que la menace du virus, à tous les niveaux de la société. Sur [Moustique.be](https://www.moustique.be)

Ils sont une soixantaine. Des personnalités académiques et de la société civile, des scientifiques, des médecins, des économistes, des juristes... Pour eux, c'est très clair, le politique a échoué dans sa gestion de la crise du coronavirus. « Failles », « inadéquation », « manque de clarté et de transparence ». Les décisions prises ont été basées « sur des données scientifiquement infondées et dont les conséquences directes et indirectes ont été sous-évaluées ».

Dans une carte blanche publiée dans [Le Soir](https://www.lesoir.be) et [La Libre Belgique](https://www.lalibrebelgique.be), ce collectif appelle ainsi « à mettre sur pied dans les plus brefs délais un ou plusieurs groupes de travail, indépendants du monde politique, constitués d'un large panel de personnes compétentes dans tous les secteurs impactés par cette crise (médical, santé publique, économie, secteurs sociaux, enseignement, justice, etc.) et représentatif de l'ensemble des citoyens » afin de revoir complètement la gestion de la crise et « proposer des mesures scientifiquement prouvées efficaces ».

En bref, les remèdes proposés risqueraient d'être bien plus néfastes à la société que la menace du coronavirus.

Sur le plan médical

La principale conséquence sanitaire du confinement est pour ce collectif la surmortalité due à d'autres pathologies que la Covid-19. A cause du confinement, les hospitalisations pour d'autres problèmes de santé que le virus ont drastiquement diminué, si bien que la médecine préventive n'a pas pu être conduite correctement : les diagnostics du cancer, notamment, ont diminué pendant cette période, ce qui augmente les risques de mortalité à venir.

« Sur le plan de la santé publique, la Covid-19 doit être remise en perspective de l'ensemble des autres pathologies et les mesures prises ne peuvent plus être disproportionnées au regard d'autres fléaux au moins tout aussi mortels ».

Sur le plan psychosocial

Les violences conjugales, maltraitances infantiles, l'augmentation de la pauvreté et le stress viennent s'ajouter au triste tableau médical du confinement.

Sur le plan économique

« 50 milliards se sont évaporés. Jamais autant d'argent n'aura été investi pour « sauver » si peu de vies, même dans les estimations les plus folles du nombre de décès soi-disant évités



(chiffre qui reste inconnu à ce jour). Tout cet argent ne pourra plus être investi dans des secteurs pourtant tout aussi indispensables comme la sécurité sociale, l'enseignement, la justice et les soins de santé eux-mêmes ».

Sur le plan juridique

Les mesures adoptées reposent sur des « bases légales inadéquates et non valables ». « La justice et la police ont été détournées de leurs missions habituelles pour faire respecter les directives gouvernementales ».

« La négligence des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'Etat de droit est une porte ouverte à poursuivre ou réitérer cette négligence dans le futur pour d'autres prétextes, bons ou mauvais. Nous devons sérieusement nous interroger sur le principe de pouvoir porter atteinte à ces valeurs fondamentales quelle que soit la situation ».

Sur le plan éthique

La situation dans les maisons de repos est pointée du doigt, ce qui vient corroborer un rapport de MSF pointant le désœuvrement du personnel et des patients qualifiés de « laissés pour compte de la réponse au Covid-19 ».

Pour le collectif, les personnes vivant en maison de repos « ont été enfermées contre leur gré, privées de relations sociales et de soins médicaux, soi-disant pour leur bien... Elles représentent la majorité de ces morts « suspects Covid-19 » dont on peut raisonnablement penser qu'ils sont décédés d'autres choses que l'on n'a tout simplement pas prises en charge. Chaque personne à risque devrait être libre de se protéger comme bon lui semble. Les experts et le gouvernement semblent ignorer que beaucoup de nos aînés préféreraient mourir heureux et entourés que de vivre confinés les derniers mois de leur vie ».

Des mesures dans quel but ?

Le collectif d'académiciens pointe aussi comme conséquences des mesures anti-Covid 19 un « climat de covidophobie tout à fait injustifié » qui « génère une anxiété néfaste pour une partie importante de la population ». Il demande de revoir entièrement la gestion de la crise et que celle-ci se fasse par des groupes de travail dont les intervenants ne viendraient pas de la sphère politique mais des secteurs touchés par la crise et la gestion de la crise afin de « proposer des mesures scientifiquement prouvées efficaces ».

En conclusion, « le point actuellement le plus important à débattre est de définir précisément le but des mesures anti-Covid-19. Initialement, il fallait éviter la saturation des hôpitaux en aplatissant la courbe, ce qui était compréhensible. Toutefois, aucune donnée objective sur le bénéfice du confinement de l'entièreté de la population n'a été fournie à ce jour. Ensuite, les mesures ont été prolongées et il semble maintenant qu'il faille à tout prix éviter de se faire



Gestion de la crise du coronavirus: et si le politique avait tout faux?

infecter par un virus dont la dangerosité ne dépasse pas celle de la grippe saisonnière que nous vivons chaque année dans la « quasi » indifférence générale. Cela ne nous paraît plus raisonnable. Le gouvernement a été jusqu'ici incapable d'organiser un dépistage massif, méthode pourtant reconnue efficace pour isoler les malades et limiter la propagation du virus. En lieu et place, les citoyens se voient à nouveau limités dans leurs libertés fondamentales. Ceci n'est plus acceptable ».

